

Laurent FAVET •
Avocat Associé

Anna AYATI
Valérie GODÉ
Avocats

• Certifié apte au suivi des procédures d'appel

Céline DUPUY GABSI
Clerc

Monsieur Jean-François
BENOIT

Expert
22 Rue Paul Helbronner
38100 GRENOBLE

contact@benoit-architecte.fr

Grenoble, le 8 septembre 2022

N/Réf. : MMA IARD / VOSSIER

19061 LFA//CMO

V/Réf. : Ord. Réf TGI GRENOBLE 22.05.19 RG 19/00284 VOSSIER

NOBILI/CONSTRUCTION G MONTEFORTE et autres Ord Réf 23.12.21 RG 21/01742
AVIVA

DIRE

Monsieur l'expert,

Je fais suite à la diffusion de votre pré rapport et vous fais connaitre les observations de ma mandante, la Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES en sa qualité d'assureur de la Société G MONTEFORTE et des Sociétés BVB TRAVAUX PUBLICS et RCE.

1 – Sur les limites de garantie du contrat d'assurances souscrit par la Société G MONTEFORTE

Comme évoqué dans mon dire du 7 Novembre 2019, le contrat souscrit auprès de ma mandante par la Société G MONTEFORTE couvre exclusivement l'activité de maîtrise d'œuvre de cette dernière qui, en l'espèce, est intervenue en qualité de contractant général.

Elle est couverte, pour cette activité spécifique, par la Compagnie AVIVA ASSURANCES.

En tout état de cause, en dehors de cet aspect qui est d'ordre juridique, vous avez évoqué dans votre pré rapport chacune des réserves non levées par les demandeurs, Madame VOSSIER et Monsieur NOBILI.

SELARL CABINET LAURENT FAVET

4 avenue Doyen Louis Weil –BP 51544
38025 GRENOBLE EUROPOLE

Cabinet Secondaire : 1070 rue Augustin Blanchet – 38690 COLOMBE
Adresse mail pour les deux cabinets : avocat.favet@carler-france.com

Groupement CARLER
RCS GRENOBLE 798 800 454
TVA FR 78 798800454

Tél : (33) 04 38 12 07 90
Fax : (33) 04 38 49 59 06
Tél : (33) 04 76 55 01 71

Vous précisez, pour un certain nombre d'entre elles que « *les travaux non prévus au marché de l'entreprise restent directement à la charge de l'entreprise G MONTEFORTE et de ses assureurs* ».

Or, comme je vous l'avais également rappelé dans mon dire du 7 Novembre 2019, il ne vous appartient pas de porter une appréciation sur l'éventuelle garantie des assureurs de la Société G MONTEFORTE.

Il convient par ailleurs de rappeler que la Société G MONTEFORTE a sous-traité la réalisation de l'intégralité des travaux à des entreprises, de sorte qu'il apparait indispensable que vous puissiez préciser, dans votre rapport définitif, l'identité des sous-traitants susceptibles d'être concernés par les malfaçons et réserves non levées.

2 – En ce qui concerne les travaux de terrassement VRD réalisés par la Société BVB en sous-traitance de la Société G MONTEFORTE.

La garantie de ma mandante n'est pas susceptible d'être mobilisée s'agissant de désordres réservés à la réception et de réserves non levées qui relèvent de la seule responsabilité contractuelle de l'entreprise.

En tout état de cause, celle-ci qui était présente lors de votre accédit du 13 Mai 2022 a précisé que l'évacuation des déchets côté Nord ne faisait pas partie des prestations qui lui avaient été commandées.

Sa responsabilité n'est donc pas susceptible d'être engagée.

3 - Concernant le lot électricité réalisé par la Société RCE

Là encore, les garanties de ma mandante ne sont pas susceptibles d'être mobilisées en l'état des réserves formulées à la réception qui n'ont pas été levées ou de l'absence d'ouvrage relevant de la seule responsabilité quasi délictuelle du sous-traitant dans ses rapports avec le maître d'ouvrage.

Je vous remercie de considérer la présente comme un dire à annexer à votre rapport et après y avoir apporté vos propres commentaires, conformément aux dispositions de l'article 276 du Code de Procédure Civile.

Bien entendu, j'en adresse également une copie à mes contradicteurs.

Je vous prie de croire, Cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments dévoués.

Laurent FAVET